

[Text]

Mr. McCulloch: They will remain so. There will be no —

Senator Austin: There will be no change in practice, then?

Mr. McCulloch: — no change. They will still be able to have access to such articles.

Senator Austin: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Honourable senators, there are no other questioners listed. However, I might just ask another question arising out of the sponsor of the bill's comments when he spoke in the Senate, namely, public safety in terms of explosives, and the availability of the explosives.

Do you have a comment on how things might be different in terms of the availability of explosives that may be used for illegal purposes under this legislation, as opposed to the legislation without these changes?

Mr. McCulloch: Currently, the Explosives Act does not allow us to limit possession of an authorized explosive to certain segments of society, and right now, essentially, plastic explosives under the current act could be procured, although we have a working relationship with the sole Canadian manufacturer of plastic explosives not to sell to the general public.

By rights, we do not currently possess the power to restrict possession of things like forced entry charges, which I am sure the local motorcycle gangs would love to get their hands on. We have no power to restrict such things solely to, say, fire departments and police tactical units, which have legitimate requirements for those products.

This legislation will enable us to draft the necessary regulations which will limit possession of certain strategically important explosives, such as plastics and forced entry charges and things like that, solely to those well-defined segments of society that legitimately require them. That will make an improvement there.

The Chairman: You mentioned the word "competitiveness."

Mr. McCulloch: Yes.

The Chairman: And you said this legislation will bring Canada to the forefront of countries dealing with regulation of explosives. Could you comment further on the competitiveness issue? For instance, are we at a disadvantage vis-à-vis other countries because we cannot sell as many explosives because of the current legislation, or is that not affected? I would be interested in a further comment on that.

[Traduction]

M. McCulloch: Ils continueront à en relever. Il n'y aura pas. . .

Le sénateur Austin: Il n'y aura donc pas de changement dans la pratique?

M. McCulloch: . . . pas de changement. Il leur sera toujours possible de se procurer ces articles.

Le sénateur Austin: Merci, monsieur le président.

Le président: Honorables sénateurs, il n'y a plus personne sur ma liste pour poser des questions. J'aurais cependant une autre question à poser au sujet de l'observation faite devant le Sénat par le responsable du dépôt du projet de loi sur la question de la facilité à se procurer des explosifs et sur les enjeux du point de vue de la sécurité publique.

Est-ce que selon vous il est plus ou moins facile de se procurer des explosifs à des fins illégales aux termes de ce projet de loi que ce n'était le cas avant?

M. McCulloch: À l'heure actuelle, la Loi sur les explosifs ne nous permet pas de limiter la possession des explosifs autorisés à certains secteurs de la société, et finalement on peut aujourd'hui se procurer des explosifs plastiques aux termes de la loi actuelle même si nous entretenons des relations de travail avec l'unique fabricant canadien d'explosifs plastiques qui font qu'il s'engage à ne pas vendre au grand public.

En droit, nous n'avons pas actuellement le pouvoir de limiter la possession, par exemple, de charges permettant d'entrer de force dans un local sur lesquelles, j'en suis sûr, les bandes locales de motards aimeraient mettre la main. Nous n'avons pas le pouvoir de limiter ce genre de choses pour qu'elles soient, disons, utilisées exclusivement par les services de lutte contre l'incendie ou les groupes d'intervention tactique de la police, qui ont légitimement besoin de s'en servir.

Cette loi doit nous permettre d'élaborer la réglementation nécessaire grâce à laquelle on pourra limiter la possession de certains explosifs ayant une certaine importance stratégique, tels que les plastiques et les charges permettant d'entrer de force dans un local et autres choses de ce type, à des secteurs bien définis de la société qui peuvent en faire un usage légitime. Il y aura là une amélioration.

Le président: Vous avez parlé de «compétitivité».

M. McCulloch: Oui.

Le président: Et vous avez déclaré que cette loi permettra au Canada de figurer parmi le peloton de tête des pays qui se chargent de réglementer les explosifs. Avez-vous quelque chose à ajouter sur la question de la compétitivité? Allons-nous être par exemple désavantagés vis-à-vis d'autres pays parce que nous serons dans l'impossibilité de vendre autant d'explosifs du fait de la loi actuelle, ou est-ce que les choses ne vont pas changer? J'aimerais savoir ce que vous en pensez.